

NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/5401/Add.5  
15 mars 1963  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-huitième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

RENSEIGNEMENTS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS CONCERNANT  
LES TERRITOIRES AFRICAINS ET LES TERRITOIRES VOISINS SOUS  
ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

Note du Secrétaire général

ZANZIBAR

Conformément à la déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 27 septembre 1961, le Gouvernement du Royaume-Uni a communiqué au Secrétaire général les renseignements politiques et constitutionnels suivants sur le territoire de Zanzibar.

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre ci-après à l'Assemblée générale, pour sa dix-huitième session, les renseignements en question, qu'il a reçus le 27 février 1963<sup>1/</sup>.

<sup>1/</sup> Conformément à la résolution 1700 (XVI), adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1961, ces renseignements sont également soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

## ZANZIBAR

## POPULATION

1. La population de Zanzibar est estimée à 300 000 personnes, qui se répartissent comme suit :

Africains .....	230 000
Arabes .....	47 000
Asiatiques .....	18 000
Somalis et divers .....	4 500
Européens .....	500
Total .....	300 000

## STATUT ET HISTOIRE

2. Zanzibar est placé sous la protection du Gouvernement du Royaume-Uni. Le Sultan actuel, Seyyid Sir Abdulla bin Khalifa, gouverne en monarque constitutionnel. Jusqu'en 1956, il existait un Conseil exécutif que présidait le Sultan et où siégeaient le résident britannique, le Prince héritier et un certain nombre de membres de droit et de fonctionnaires. Outre ses fonctions exécutives, ce Conseil jouait à certains égards le rôle de conseil privé et l'on a jugé préférable, en raison de la situation de monarque constitutionnel du Sultan et de l'élargissement du Conseil exécutif, de créer un conseil privé distinct, présidé par le Sultan, la présidence du Conseil exécutif étant assurée par le Résident britannique. Un Conseil privé a donc été créé par la Constitution de 1956; il se composait du Sultan, du Résident britannique, du Prince héritier, du Secrétaire aux affaires civiles et de l'Attorney-General, tandis que le Conseil exécutif était composé du résident britannique, de sept fonctionnaires et de trois membres représentatifs (cinq à partir de 1959). En même temps, le Conseil législatif a été réorganisé de manière à comprendre quatre membres de droit, neuf fonctionnaires, six membres représentatifs élus par un collège unique et six autres membres nommés par le Sultan.

/...

### CONSTITUTION ACTUELLE

3. En 1960, sir Hilary Blood a été nommé Commissaire pour les questions constitutionnelles et a été chargé de faire des recommandations tendant au progrès constitutionnel du territoire. La Constitution actuelle est fondée dans l'ensemble sur ses recommandations; elle est entrée en vigueur vers la fin de 1960. Elle prévoit un Conseil exécutif, composé de cinq ministres élus (dont l'un porte le titre de Ministre principal) et de trois fonctionnaires, et présidé par le résident britannique. Le Conseil législatif comprend 23 membres élus (22 à l'origine; voir par. 7 et 8), trois fonctionnaires et, au plus, cinq membres nommés; son Président est nommé en dehors du Conseil. En mars-avril 1962, une conférence a été tenue à Londres, avec la participation du parti au pouvoir et du parti de l'opposition, pour étudier la possibilité de nouveaux progrès constitutionnels. L'accord s'est fait sur un certain nombre de points, mais les deux partis n'ont pu s'entendre sur la manière de faire accéder Zanzibar à l'autonomie interne, puis à l'indépendance. Il a donc fallu laisser la question en suspens jusqu'à ce que les partis parviennent à surmonter leurs divergences. Reprises à Zanzibar, les négociations n'ont pu aboutir à un accord sur la formation d'un gouvernement de coalition. On n'a pas non plus réussi à concilier les vues du parti au pouvoir, qui voudrait que Zanzibar accède à l'autonomie interne sans nouvelles élections, et celles du parti de l'opposition, qui réclame des élections avant toute autre réforme. L'accord s'est fait toutefois sur l'élargissement de l'électorat et sur la création d'une commission impartiale, chargée de délimiter les circonscriptions électorales et de formuler des recommandations quant au nombre des membres élus du Conseil législatif. A la suite de cet accord, un Commissaire au découpage des circonscriptions a été nommé et, sur sa recommandation, on vient de porter à 31 le nombre des membres élus du Conseil législatif.

#### Conseil exécutif

4. Le Conseil exécutif est le principal organe exécutif de Zanzibar; il est chargé de la direction du gouvernement et de l'administration. Le Sultan, sur l'avis du résident britannique, nomme Ministre principal le membre du Conseil législatif qui peut compter sur la majorité des voix. Les autres ministres sont nommés par le Sultan, sur la proposition du résident britannique, qui prend l'avis

/...

du Ministre principal. Présidé par le résident britannique, le Conseil exécutif comprend actuellement :

M. Muhamed Shamte .....	Ministre principal
M. Ali Muhsin Barwani .....	Ministre de l'éducation et des affaires sociales
M. Ibuni Saleh .....	Ministre des travaux publics, des communications et des terres
M. Juma Aley Juma el Abrawy .....	Ministre de l'agriculture
M. Ahmed Abdulrahman Balaawy .....	Ministre de la santé
M. P. A. P. Robertson .....	Secrétaire aux affaires civiles
M. J. S. Rumbold .....	<u>Attorney-General</u>
M. G. C. Lawrence .....	Secrétaire aux finances

A l'exception des trois derniers, tous sont originaires de Zanzibar.

#### Pouvoir législatif

5. Le pouvoir législatif est exercé par une seule Chambre, le Conseil législatif, présidé par le Speaker (M. K. S. Madon). Son mandat ne peut excéder trois ans. Tous ses membres sont élus, sauf les trois fonctionnaires, c'est-à-dire le Secrétaire aux affaires civiles, l'Attorney-General et le Secrétaire aux finances, et les cinq membres nommés (dont deux sur la proposition du Ministre principal et un sur la proposition du leader de l'opposition). Il légifère dans tous les domaines, mais pour certaines questions (telles que les finances, les services publics, les affaires extérieures), il ne peut agir que sur la recommandation du résident britannique. Tous ses membres élus sont autochtones.

#### REGIME ELECTORAL

6. Les membres du Conseil législatif sont élus au scrutin secret et uninominal. Les électeurs doivent être sujets de Zanzibar, âgés de 21 ans révolus et résider habituellement dans le territoire. Une loi votée à la fin de 1962 a supprimé toute condition d'instruction ou de fortune.

7. Les premières élections organisées conformément à la nouvelle Constitution ont eu lieu le 17 janvier 1961, avec les résultats suivants :

<u>Parti</u>	<u>Nombre de sièges</u>	<u>Nombre de suffrages</u>
<u>Afro-Shirazi Party</u> (Chef : le Cheikh Abeid Karume)	10	36 707
<u>Zanzibar Nationalist Party</u> (Chef : le Cheikh Ali Muhsin)	9	32 706
<u>Zanzibar and Pemba People's Party</u> (Chef : le Cheikh Muhamad Shamte)	3	15 541
Total :	22	84 954

8. Les deux grands partis ont vainement essayé de former un gouvernement de coalition avec le Zanzibar and Pemba People's Party; ni l'un ni l'autre n'a pu rallier la majorité des membres élus du Conseil législatif. On a donc organisé de nouvelles élections, en portant de 22 à 23 le nombre des circonscriptions. Elles ont eu lieu le 1er juin 1961, avec les résultats suivants :

<u>Parti</u>	<u>Nombre de sièges</u>	<u>Nombre de suffrages</u>
<u>Afro-Shirazi Party</u> (Chef : le Cheikh Abeid Karume)	10	45 172
<u>Zanzibar Nationalist Party</u> (Chef : le Cheikh Ali Muhsin)	10	31 681
<u>Zanzibar and Pemba People's Party</u> (Chef : le Cheikh Muhamad Shamte)	3	12 411
Total :	23	89 264

9. Le Zanzibar Nationalist Party et le Zanzibar and Pemba People's Party ont formé un gouvernement de coalition qui comprend le Cheikh Muhamad Shamte, Ministre principal et quatre ministres du Zanzibar Nationalist Party (voir plus haut, par. 4).

10. Les prochaines élections, qui auront lieu au plus tard en juin 1964, se feront au suffrage universel des adultes et devront pourvoir à 31 sièges.

#### ORGANISATION JUDICIAIRE

11. Il existe à Zanzibar deux systèmes de juridiction, représentés par la Haute Cour et la Cour de Zanzibar. La Haute Cour juge surtout les sujets britanniques. En pratique, cette double juridiction n'a guère d'importance, les mêmes magistrats présidant les deux Cours. Il y a aussi des tribunaux inférieurs

/...

et des tribunaux pour enfants, que préside le resident magistrate ou l'administrateur du district. Il existe également un certain nombre de tribunaux de cadi; ils n'ont pas de compétence pénale, et connaissent surtout des affaires civiles intéressant les musulmans (de rite ibadhite ou de rite chaféite). Enfin, le moudir (fonctionnaire local de district) a compétence pour juger les infractions mineures commises dans son ressort (moudiria).

12. Le corps des magistrats comprend le Chief Justice, un juge, trois resident magistrates, un cadi principal et plusieurs cadis. Tous sont Zanzibariens, sauf le Chief Justice et le juge.

#### PARTICIPATION LOCALE AU GOUVERNEMENT

13. Tous les postes subalternes et de nombreux postes supérieurs de l'Administration sont pourvus par recrutement local. Les fonctionnaires étrangers au territoire sont remplacés, au fur et à mesure des possibilités, par du personnel local qualifié; c'est ainsi qu'un Zanzibarien vient d'être nommé commissaire de district principal. Comme on l'a indiqué, la plupart des magistrats, tous les ministres élus et tous les membres de l'Assemblée législative, sauf trois, sont Zanzibariens.

#### ADMINISTRATION LOCALE

14. Le Local Government Decree de 1958 a prévu la création d'un système d'administration locale. Les conseils locaux, dont les attributions sont élargies, pourront notamment prendre des arrêtés dans l'intérêt de la sécurité et du bien-être des habitants de leur circonscription. Ces conseils se composent habituellement de membres élus, de membres nommés et de membres de droit, tels que le sheha (chef de village) et l'agent local du service de santé. A l'heure actuelle, il existe six conseils locaux (deux dans l'île de Zanzibar et quatre à Pemba). D'autres seront créés quand les populations intéressées le demanderont, et leur ressort sera déterminé avec l'accord des habitants. Les recettes des conseils locaux proviennent surtout de l'octroi de permis, des loyers et redevances, ainsi que des taxes qu'ils perçoivent.

15. L'organe d'administration locale le plus important est le conseil municipal de Zanzibar (Township Council), qui a succédé au Town Board constitué en 1933. Depuis 1955, ce conseil élit son président parmi ses membres non fonctionnaires.